

Compte rendu annuel d'activités 2022



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

01 À propos de la BERD



02 Message de la Présidente

03 Introduction



04 La BERD en chiffres



05 Résultats opérationnels et financiers 2018-22

06 Où investissons-nous ?



08 La BERD se tiendra aux côtés de l'Ukraine



10 La sécurité énergétique dans les régions d'opérations de la BERD



12 La BERD et la sécurité alimentaire



14 Verte : Pleine conformité avec l'Accord de Paris et réalisation de l'objectif vert 2025



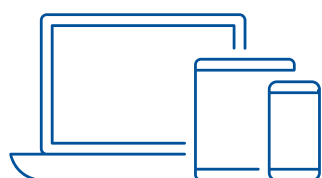
20 Inclusive : Lutte contre les inégalités : la dimension humaine au cœur des préoccupations dans le contexte de la crise en Ukraine



26 Numérique : Accélération des progrès concernant la mise en œuvre de la transition numérique



30 Abréviations



Le présent document est une synthèse de nos activités en 2022.

Consulter ar-ebrd.com et www.ebrd.com pour en savoir plus sur nos projets et sur les populations qui en bénéficient.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement favorise le développement d'économies durables sous l'impulsion du secteur privé en Europe centrale et orientale, en Asie centrale et en Afrique du Nord. La Banque les aide à relever les défis du 21^e siècle et leur accorde son appui pour améliorer les vies et les environnements des citoyens au sein de la société.

Par ses projets d'investissement, de réforme des politiques et de conseil, elle œuvre à rendre les économies plus compétitives, mieux gouvernées, plus vertes, plus inclusives, plus résilientes et plus intégrées. Ces « qualités de la transition » préparent au mieux les pays à assurer un avenir prospère et équitable pour tous.

La BERD vise à devenir une banque majoritairement verte d'ici 2025.

Les objectifs de la Banque sont étroitement alignés sur ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui a pour but de réaliser des progrès économiques, sociaux et environnementaux.

La BERD investit dans des projets qui ne peuvent pas être financés uniquement par le secteur privé, mais sont conformes aux principes de saine gestion bancaire. Elle collabore essentiellement avec des clients privés, même si elle finance aussi des entités du secteur public proposant des infrastructures, des biens et des services essentiels.

Elle conclut également des partenariats avec des donateurs qui financent des projets de conseil et d'assistance technique indispensables au succès de ses investissements¹.

La BERD est détenue par 71 gouvernements actionnaires, l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement. Elle opère depuis son siège à Londres, avec un réseau de bureaux locaux et d'antennes dans 35 pays.

1 Des informations complémentaires sur la contribution fondamentale des donateurs aux travaux de la BERD peuvent être consultées sur <https://www.ebrd.com/who-we-are/our-donors.html>





L'année 2022 est sans précédent dans l'histoire de la BERD. L'un de nos pays membres, qui compte parmi nos marchés les plus importants, a été victime d'une invasion militaire sans répit qui a semé la mort, la destruction et la terreur. Comme il ressort clairement du présent *Compte rendu annuel d'activités*, nous avons déployé tous nos efforts et pris des risques considérables pour soutenir l'Ukraine. Nous lui avons apporté notre soutien tout en continuant à mettre l'accent sur nos priorités stratégiques et à soutenir les économies dans lesquelles nous opérons.

En l'espace de deux ans, d'ici la fin de l'année 2023, nous aurons déployé au moins 3 milliards d'euros en Ukraine, dont une moitié est issue de nos propres fonds et l'autre moitié bénéficie du soutien indéfectible de nos actionnaires. À la fin de 2022, ce chiffre avait déjà atteint 1,7 milliard d'euros, avec 200 millions d'euros supplémentaires mobilisés par nos banques partenaires suite à nos efforts.

Les investissements ont ciblé de nombreux domaines de l'économie réelle de l'Ukraine, notamment l'approvisionnement en énergie, les liaisons de transport, la sécurité alimentaire et les produits pharmaceutiques. Nous avons également aidé le pays à structurer sa réponse en réorientant notre programme Architecture des réformes en Ukraine, et avons joué un rôle important en réunissant les partenaires internationaux et en coordonnant leur soutien.

Les conséquences de la guerre, l'une d'entre elles étant les niveaux d'inflation élevés, ont été ressenties par l'ensemble des pays de nos régions d'opérations. La BERD s'est tenue aux côtés de ses clients et de ses pays d'opérations en leur apportant un soutien exceptionnel dans ce contexte difficile. Si nous avons investi dans des domaines tels que la sécurité énergétique et alimentaire, nous n'avons pas pour autant perdu de vue nos objectifs clés, à savoir la lutte contre le changement climatique, la promotion de sociétés plus égalitaires et le renforcement de la capacité numérique dans les économies où nous investissons. Alors que l'année 2022 touchait à sa fin, la communauté internationale s'est rassemblée en Égypte à l'occasion de la COP27. Nous nous sommes félicités de notre rôle de principal partenaire du pays dans le cadre de sa nouvelle initiative ambitieuse en faveur d'un recours accru aux énergies renouvelables et d'une diminution de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles inefficaces.

En outre, nous avons respecté notre engagement consistant à aligner l'ensemble de nos activités sur l'Accord de Paris à compter du début de l'année 2023. Il s'agit d'un jalon important qui nous fait progresser vers notre ambition de zéro émission nette.

Je tiens également à saluer les efforts déployés par notre personnel pour réaliser le volume annuel des investissements bancaires de 13,1 milliards d'euros, soit le volume le plus élevé de notre histoire. Leur détermination à se consacrer à la tâche qui leur était confiée était vraiment admirable, en particulier en ce qui concerne les personnes confrontées à des bouleversements personnels et à des déplacements, mais aussi beaucoup d'autres personnes partageant notre engagement visant à rendre nos pays plus puissants et plus performants.

La très grande majorité de nos investissements réalisés en 2022 (74 %) ont été destinés au secteur privé. Lors de mes déplacements dans nos régions d'opérations au cours de l'année, j'ai pu constater directement l'impact de notre soutien aux projets d'infrastructure, aux petites entreprises, au financement des échanges commerciaux et à tant d'autres domaines. Le renforcement des capacités qui accompagne ces projets est tout aussi impressionnant, nos activités de réforme des politiques et de conseil figurant parmi les éléments les plus caractéristiques de nos travaux sur le terrain.

Ces activités sont souvent réalisées grâce au financement de nos donateurs et partenaires. L'Union européenne est le principal donateur de la Banque et a joué un rôle déterminant dans les travaux que nous avons menés en Ukraine, au même titre que les contributions extraordinaires d'autres actionnaires, notamment les États-Unis, la Norvège, les Pays-Bas, le Canada, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. D'autres donateurs ont également accordé des subventions à des causes essentielles telles que les petites et moyennes entreprises, le renforcement des capacités, la réforme des politiques et les infrastructures municipales. Je tiens à remercier tous nos partenaires pour leur contribution à cette entreprise.

Ce soutien a été plus que jamais indispensable et apprécié. Nous avons souvent été mis à l'épreuve par des crises, mais la présente se distingue des autres. Nous devons maintenir le cap et trouver de nouveaux moyens pour élargir notre soutien et faire en sorte que notre expertise se traduise par un impact optimal. Nous avons pris un bon départ, mais il reste encore beaucoup à faire.

Odile Renaud-Basso
Présidente de la BERD
Avril 2023

La BERD a eu un impact record dans ses régions d'opérations en 2022. La Banque a intensifié ses investissements et a apporté un soutien vigoureux à l'Ukraine face à l'agression russe.

Le volume annuel des investissements bancaires (VAIB) a atteint le chiffre sans précédent de 13,1 milliards d'euros, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente (10,4 milliards d'euros).

Les donateurs ont joué un rôle crucial dans les performances globales de la BERD en matière d'investissement en 2022, apportant un montant record de 2,1 milliards d'euros, dont la moitié a été consacrée à l'Ukraine.

Le Cadre pour la résilience et la subsistance de la BERD, bénéficiant d'un budget de 2 milliards d'euros, a été promptement mis en place en réponse à l'invasion russe et a permis d'apporter une aide immédiate aux populations, aux entreprises et à l'économie en Ukraine et dans d'autres pays touchés par le conflit.

À la fin de l'année, la Banque avait déployé un montant total de 1,7 milliard d'euros rien qu'en Ukraine, en agissant contracycliquement dans un environnement extrêmement difficile pour les investissements.

D'autres régions ont également bénéficié d'une augmentation des investissements, le financement en faveur de l'Europe centrale et des États baltes progressant de plus de 86 % pour atteindre 2,35 milliards d'euros. Les investissements en Pologne, l'une des principales destinations des Ukrainiens fuyant le conflit, ont augmenté de 66 %, tandis que le financement en faveur de la Moldova voisine a été multiplié par cinq pour passer de 106 à 525 millions d'euros.

La Banque a réalisé d'excellents progrès au regard des trois priorités de son Cadre stratégique et capitalistique 2021-25, ses investissements verts représentant 50 % du VAIB global, conformément à son objectif de devenir une banque majoritairement verte d'ici 2025. Des progrès importants ont également été réalisés dans les domaines de l'égalité des chances et de la transition numérique.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu un impact fortement négatif sur la valeur du portefeuille d'investissements de la BERD, entraînant une perte nette significative s'élevant à 1,1 milliard d'euros.

Le financement des échanges commerciaux a contribué de manière significative au soutien apporté par la BERD à ses régions en 2022. La Banque a réalisé des opérations commerciales à hauteur de 3,6 milliards d'euros au titre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC), contre 3,2 milliards d'euros en 2021.

En interne, la Banque a procédé à un certain nombre de changements afin d'améliorer ses performances pour atteindre ses principaux objectifs, notamment la création d'un département destiné à mieux définir les objectifs climatiques et à suivre leur réalisation et la création d'un autre département destiné à contrôler de manière plus efficace l'impact global des activités de l'organisation.

Toujours en 2022, la BERD a emménagé dans son nouveau siège londonien dans le quartier financier de Canary Wharf, s'installant ainsi dans l'un des bureaux les plus avancés sur le plan environnemental au Royaume-Uni, en accord avec sa réputation d'acteur de premier plan dans le domaine du développement durable.

Parallèlement, les actionnaires ont approuvé en principe un élargissement limité et progressif du champ d'action géographique de la Banque à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak lors de l'Assemblée annuelle de la BERD qui s'est tenue au Maroc en mai. Conscients de l'accent mis par la BERD sur l'Ukraine et les autres économies de ses régions, les actionnaires ont reconnu la valeur ajoutée qu'elle pourrait apporter en Afrique subsaharienne et en Irak. Une évaluation qui tient compte de l'impact de la guerre contre l'Ukraine est en cours de préparation en amont de l'Assemblée annuelle de 2023.



Nombre de projets :

431 ↑

Volume annuel des investissements bancaires (VAIB) :

13,1 milliards d'euros ↑

Part du secteur privé dans le VAIB :

74 % ↓

Volume du secteur privé dans le VAIB :

9,6 milliards d'euros ↑

Portefeuille d'opérations, y compris les engagements non décaissés :

53,5 milliards d'euros² ↑

Décaissements annuels bruts :

8,8 milliards d'euros ↑

Nombre d'opérations commerciales représentant 3,6 milliards d'euros achevées au titre du PAEC :

1 768

Financement accordé aux institutions financières partenaires pour soutenir l'octroi de crédits aux micro, petites et moyennes entreprises :

1,28 milliard d'euros

Financement accordé aux institutions financières partenaires pour soutenir l'octroi de crédits aux entreprises dirigées par des femmes :

182 millions d'euros

Nombre de projets de conseil initiés en 2022 dans le cadre de l'Initiative pour les petites entreprises :

2 116

² Ce chiffre inclut les opérations d'encours du portefeuille à Chypre, où le mandat de la Banque s'est achevé fin décembre 2020, et où aucun nouvel investissement n'a été réalisé depuis. L'encours du portefeuille des investissements de la BERD à Chypre s'élevait à 196 millions d'euros le 31 décembre 2022.

Résultats opérationnels 2018-22

	2022	2021	2020	2019	2018
Nombre de projets ³	431	413	411	452	395
Volume annuel des investissements bancaires ⁴ (en millions d'euros)	13 071	10 446	10 995	10 092	9 547
Volume annuel des investissements mobilisés ⁵ (en millions d'euros)	1 746	1 750	1 240	1 262	1 467
dont mobilisation directe du secteur privé ⁶	803	908	411	460	1 059
Valeur totale des projets ⁷ (en millions d'euros)	38 028	39 781	27 224	34 884	32 570

Résultats financiers 2018-22

en millions d'euros	2022	2021	2020	2019	2018
(Perte nette)/bénéfice net	(1 117)	2 502	290	1 432	340
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs ⁸	(123)	(80)	(115)	(117)	(130)
(Perte nette)/bénéfice net après transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	(1 240)	2 422	175	1 315	210
Capital libéré	6 217	6 217	6 217	6 217	6 215
Réserves et bénéfices non distribués	13 119	14 128	11 674	11 613	10 068
Total des capitaux propres	19 336	20 345	17 891	17 830	16 283

Pour plus de précisions sur les résultats financiers de la BERD, se reporter au *Rapport financier 2022*.

Impact potentiel sur la transition des nouveaux projets signés

Pour obtenir des informations concernant l'impact sur la transition généré par les projets de la BERD signés en 2022, consulter ar-ebrd.com.

3 Le nombre de projets pour lesquels la BERD a pris des engagements durant l'année.

4 Le volume annuel des investissements bancaires (VAIB) est le volume des engagements pris par la Banque durant l'exercice. Il comporte : i) les nouveaux engagements (déduction faite de tout montant au titre des annulations ou des syndications durant le même exercice) ; ii) les engagements restructurés ; et iii) les montants engagés dans le cadre du PAEC pendant le même exercice et encore en cours en fin d'exercice.

5 Le volume annuel des investissements mobilisés représente le volume des engagements pris auprès du client par des entités autres que la Banque, du fait de l'action qu'elle a directement menée.

6 La mobilisation directe du secteur privé désigne le financement privé accordé à des conditions commerciales suite à la participation active de la Banque.

7 La valeur totale des projets correspond au montant total du financement accordé pour un projet, en tenant compte à la fois du financement de la BERD et du financement hors BERD. Elle est comptabilisée dans l'année de la signature initiale du projet. Le financement de la BERD peut être engagé sur plus d'une année, le VAIB reflétant le financement de la BERD par année d'engagement (voir la note 4). Le montant du financement provenant de parties extérieures à la BERD est comptabilisé dans l'année de la signature initiale du projet.

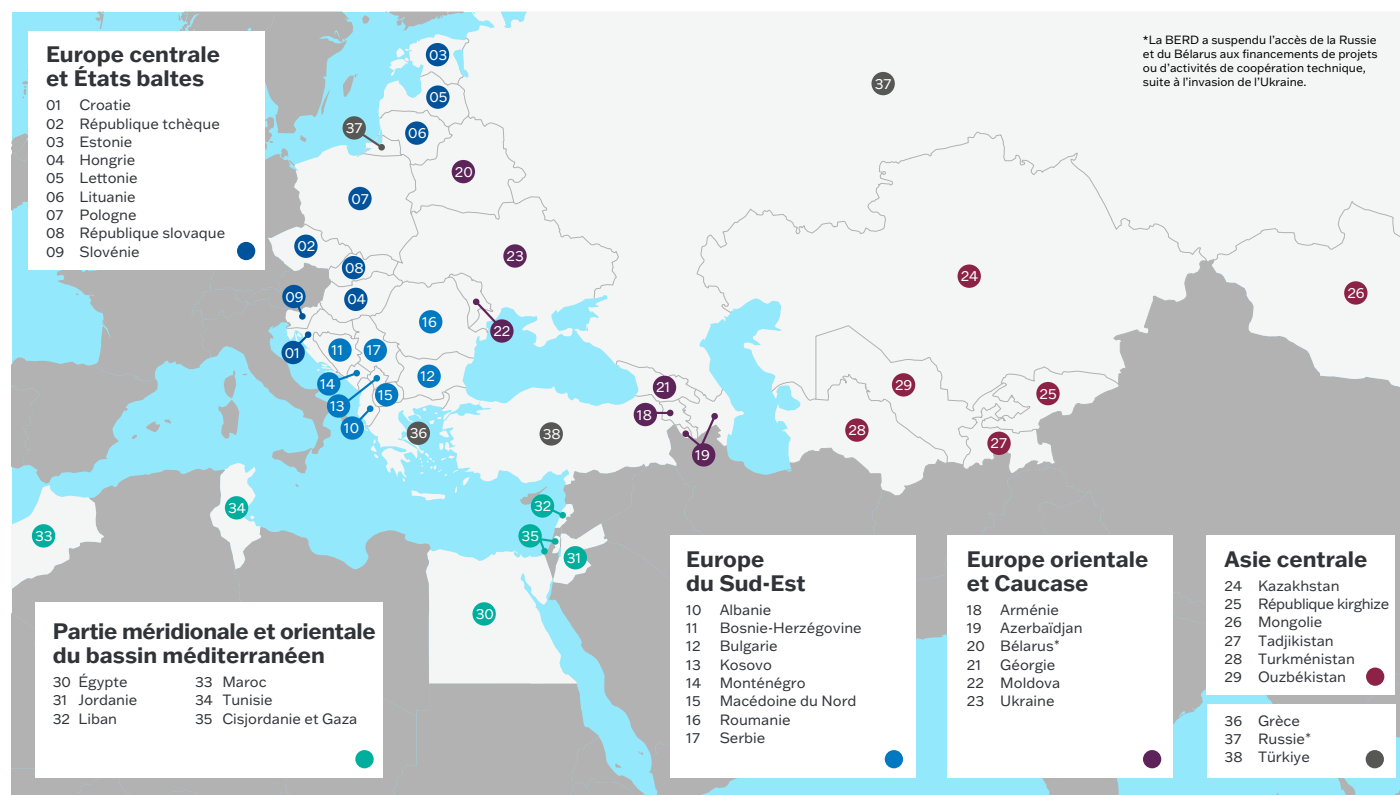
8 Les transferts du revenu net sont comptabilisés en tant que transaction avec les actionnaires portée dans l'état de variation des capitaux propres.

Où investissons-nous ?



Volume annuel des investissements bancaires de la BERD par économie et par région en 2022 (en millions d'euros)

Consulter ar-ebrd.com pour des précisions sur nos projets et sur les populations qui en bénéficient.



Europe centrale et États baltes (ECB)

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
01	Croatie	297	176	151	123	171	4 456	989
02	République tchèque	111	8	-	-	-	1 340	166
03	Estonie	74	56	126	36	54	893	241
04	Hongrie	215	63	84	63	124	3 513	840
05	Lettonie	76	113	21	85	42	985	306
06	Lituanie	208	125	116	64	141	1 382	593
07	Pologne	990	598	789	833	556	12 401	3 894
08	République slovaque	114	86	59	145	101	2 864	689
09	Slovénie	265	40	65	118	77	1 489	587
Total		2 350	1 266	1 412	1 467	1 267	29 322⁹	8 305

Europe du Sud-Est (ESE)

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
10	Albanie	154	201	194	148	284	1 934	1 050
11	Bosnie-Herzégovine	120	140	187	315	195	2 947	1 234
12	Bulgarie	103	247	103	38	185	4 401	912
13	Kosovo	91	50	36	118	52	589	342
14	Monténégro	23	22	160	38	30	724	319
15	Macédoine du Nord	252	134	61	160	164	2 492	1 039
16	Roumanie	709	546	340	372	443	10 280	2 544
17	Serbie	648	499	679	517	396	7 927	2 593
Total		2 099	1 839	1 760	1 705	1 749	31 295	10 033

Part du secteur privé dans le portefeuille dans la région ECB :

91 %

Ventilation sectorielle du volume annuel des investissements bancaires (VAIB) pour la région ECB :

40 %

43 %

18 %

Volume annuel des investissements mobilisés (VAIM) pour la région ECB : 211 millions d'euros (2021 : 58 millions)

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

Part du secteur privé dans le portefeuille en ESE :

51 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour l'ESE :

44 %

29 %

27 %

VAIM pour l'ESE : 356 millions d'euros (2021 : 254 millions)

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

9 Ce chiffre inclut les investissements réalisés en République tchèque avant 2008.

Europe orientale et Caucase (EOC)

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
18	Arménie	117	175	158	118	70	2 003	434
19	Azerbaïdjan	86	34	17	17	304	3 588	843
20	Bélarus ¹⁰	-	17	212	391	360	2 858	354
21	Géorgie	218	295	618	296	267	4 986	1 330
22	Moldova	525	106	117	111	23	2 094	1 108
23	Ukraine	1 460	1 065	812	1 125	543	18 096	4 671
	Total	2 405	1 693	1 933	2 058	1 567	33 625	8 739

Part du secteur privé dans le portefeuille dans la région EOC :

40 %

VAIM pour la région EOC :
212 millions d'euros (2021 : 111 millions)

Ventilation sectorielle du VAIB pour la région EOC :

29 %

39 %

33 %

Institutions financières
Industrie, commerce et agro-industries
Infrastructures durables

Asie centrale

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
24	Kazakhstan	480	558	403	685	472	9 845	2 915
25	République kirghize	41	31	22	46	38	881	169
26	Mongolie	108	37	144	98	96	2 185	885
27	Tadjikistan	21	56	131	18	54	908	524
28	Turkménistan	2	8	20	11	11	334	35
29	Ouzbékistan	839	607	429	517	397	3 897	2 257
	Total	1 490	1 298	1 150	1 376	1 067	18 050	6 785

Part du secteur privé dans le portefeuille en Asie centrale :

49 %

VAIM pour l'Asie centrale :
180 millions d'euros (2021 : 572 millions)

Ventilation sectorielle du VAIB pour l'Asie centrale :

28 %

6 %

65 %

Institutions financières
Industrie, commerce et agro-industries
Infrastructures durables

Partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED)¹¹

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
30	Égypte	1 343	1 005	1 046	1 214	1 148	10 144	4 798
31	Jordanie	141	168	73	87	296	1 930	1 211
32	Liban	5	6	28	164	244	859	196
33	Maroc	528	211	742	204	198	3 913	1 872
34	Tunisie	387	120	242	177	100	1 879	1 124
	Total	2 404	1 510	2 131	1 847	1 985	18 747	9 201

Part du secteur privé dans le portefeuille dans la région SEMED :

52 %

VAIM pour la région SEMED :
384 millions d'euros (2021 : 183 millions)

Ventilation sectorielle du VAIB pour la région SEMED :

53 %

14 %

33 %

Institutions financières
Industrie, commerce et agro-industries
Infrastructures durables

Grèce

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
36	Grèce	687	838	797	571	846	6 426	2 183

Part du secteur privé dans le portefeuille en Grèce :

97 %

VAIM pour la Grèce :
42 millions d'euros (2021 : -)

Ventilation sectorielle du VAIB pour la Grèce :

62 %

26 %

12 %

Institutions financières
Industrie, commerce et agro-industries
Infrastructures durables

Russie¹²

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
37	Russie	-	-	0,4	-	0,2	25 355	800

Part du secteur privé dans le portefeuille en Russie :

84 %

VAIM pour la Russie :
0 millions d'euros (2021 : -)

Ventilation sectorielle du VAIB pour la Russie :

s/o

Türkiye

Réf. Carte	Économie	2022	2021	2020	2019	2018	Total cumulé jusqu'à fin 2022	Portefeuille actif
38	Türkiye	1 634	2 002	1 675	1 002	1 001	16 985	7 215

Part du secteur privé dans le portefeuille en Türkiye :

87 %

VAIM pour la Türkiye :
362 millions d'euros (2021 : 572 millions)

Ventilation sectorielle du VAIB pour la Türkiye :

55 %

23 %

22 %

Institutions financières
Industrie, commerce et agro-industries
Infrastructures durables

10 En avril 2022, le Conseil des gouverneurs de la BERD a pris la décision de suspendre l'accès du Bélarus aux ressources de la BERD en réponse à l'invasion de l'Ukraine. La Banque a fermé ses bureaux à Minsk. Le Bélarus reste actionnaire de la Banque.

11 Ce tableau ne prend pas en compte les investissements en Cisjordanie et à Gaza (référence 35 sur la carte), qui ont commencé en 2018 et sont financés par un fonds fiduciaire. En 2022, ces investissements représentaient au total 22,3 millions d'euros.

12 La Banque n'a réalisé aucun nouvel investissement en Russie depuis 2014. En avril 2022, le Conseil des gouverneurs de la BERD a pris la décision de suspendre l'accès de la Russie aux ressources de la BERD en réponse à l'invasion de l'Ukraine. La Banque a fermé ses bureaux à Moscou. La Russie reste actionnaire de la BERD.

La BERD a réagi immédiatement à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en exprimant son soutien sans faille au peuple ukrainien le 24 février, le jour où les hostilités ont commencé.

« La BERD se tiendra aux côtés de l'Ukraine », a déclaré la Présidente Odile Renaud-Basso dans un message adressé aux autorités du pays.

La Banque a été la première institution financière internationale à annoncer des mesures de soutien à l'Ukraine et aux autres pays touchés par la guerre, tout en prenant des dispositions pour assurer la sécurité du personnel au moment où l'Ukraine était en proie à des attaques.

Les employés de la BERD et les membres de leur famille se sont vu proposer des possibilités de réinstallation. Un nombre important d'employés a été déplacé à Varsovie et dans d'autres endroits.

La BERD a condamné l'agression menée par la Russie et le Bélarus, le Conseil des gouverneurs ayant voté en faveur de la suspension officielle de l'accès de ces deux pays aux financements et à l'expertise de la Banque. Les bureaux de la BERD ont été fermés à Moscou et à Minsk.

La Présidente Odile Renaud-Basso a conduit une délégation en Ukraine au mois d'octobre et a été la première personne à la tête d'une banque multilatérale de développement à effectuer une visite à Kiev depuis le début de la guerre.

Le 9 mars, la Banque a annoncé la mise en place d'un Cadre de résilience et de subsistance, bénéficiant d'un budget de 2 milliards d'euros, destiné à apporter une aide immédiate aux populations, aux entreprises et à l'économie en Ukraine et dans d'autres pays touchés.

La Banque s'est engagée à déployer 3 milliards d'euros en Ukraine sur la période 2022-23, avec l'aide des donateurs, en vue de combiner les garanties des donateurs et ses propres investissements à parts égales.

Elle a également promis de soutenir la reconstruction d'après-guerre dès que les conditions le permettraient.

À la fin de l'année 2022, la Banque avait déployé au total 1,7 milliard d'euros en Ukraine. Le financement des donateurs a joué un rôle déterminant dans le soutien de la BERD à l'Ukraine, la Banque ayant mobilisé des fonds de donateurs à hauteur de plus de 1,2 milliard d'euros. En Ukraine, la Banque a accordé une priorité immédiate à cinq secteurs clés : le financement des échanges commerciaux, la sécurité énergétique, les infrastructures essentielles, la sécurité alimentaire et la résilience du secteur privé.

Le PAEC de la BERD a apporté une contribution considérable à l'économie ukrainienne, avec des provisions pour les banques ukrainiennes d'une valeur de 459 millions d'euros destinées à faciliter les transactions commerciales portant sur les biens les plus essentiels du pays, notamment les importations de machines agricoles et d'engrais.

L'accent mis sur la sécurité énergétique s'est traduit par une injection initiale de liquidités dans la société de transport d'électricité Ukrenergo pour assurer le maintien des services. Cette mesure a été complétée par une enveloppe financière de 370 millions d'euros en faveur d'Ukrenergo destinée à la réparation des dégâts suite à la multiplication des attaques de la Russie contre les infrastructures énergétiques civiles de l'Ukraine.

La Banque a accordé un financement bénéficiant de l'appui des donateurs à la compagnie gazière publique ukrainienne Naftogaz pour lui permettre d'assurer un approvisionnement en énergie à ses clients ukrainiens pendant l'hiver et au-delà.

Le fonctionnement du réseau ferroviaire ukrainien, essentiel pour le transport des denrées alimentaires et autres biens de première nécessité ainsi que pour l'évacuation massive des personnes touchées par la crise, a été maintenu à l'aide d'un financement réorienté de la BERD. La Banque a également soutenu la ville de Lviv par le biais d'une ligne de liquidité.

Une assistance technique et un financement ont permis de soutenir les principales entreprises de logistique et de livraison, tandis que les subventions accordées par l'intermédiaire de la poste nationale ont contribué au maintien de l'accès à l'Internet de l'Ukraine, permettant ainsi à ses habitants de rester connectés même dans les zones rurales reculées du pays, malgré les attaques persistantes de la Russie contre ses infrastructures énergétiques.



La combinaison d'accords de partage des risques et de prêts a permis d'apporter un soutien financier aux entreprises indispensables à la production et à la distribution de denrées alimentaires, à la fois directement et par le biais du système bancaire. De même, la BERD a apporté un appui crucial aux entreprises spécialisées dans la production non alimentaire et les services, en mettant l'accent sur le secteur pharmaceutique.

La Banque a également apporté son soutien par le biais de son programme Architecture des réformes en Ukraine, en aidant les entreprises à surmonter les conséquences du conflit et en évaluant les dégâts. Les équipes chargées du programme Architecture des réformes en Ukraine se sont ensuite employées à soutenir une reprise économique plus large, l'intégration dans l'Union européenne et l'entretien des infrastructures essentielles. Elles ont grandement contribué à l'élaboration du plan national de relance du pays.

Dans les pays voisins, dont beaucoup ont accueilli un grand nombre de réfugiés, l'accent a été mis sur la sécurité énergétique, notamment les achats d'énergie d'urgence afin de compenser la diminution des importations en provenance de la Russie et du Bélarus, le soutien aux services municipaux et aux moyens de subsistance des personnes déplacées, le financement des échanges commerciaux et l'apport de liquidités aux petites entreprises.

À mesure que l'ampleur des destructions dépassait les prévisions initiales, il est apparu clairement que les répercussions sur l'économie ukrainiennes seraient plus graves qu'on ne le craignait.

Les estimations initiales, qui tablaient sur un rebond de 25 % en 2023 après une contraction économique probable de 30 % en 2022, ont été sensiblement revues à la baisse et ramenées à seulement 1 % en 2023 et 3 % en 2024.

Dans la perspective de la reconstruction post-conflit, la BERD a accepté de préparer un rapport pour évaluer les dégâts causés à la ville portuaire dévastée de Marioupol et les coûts liés à sa reconstruction, alors que celle-ci était toujours sous occupation russe.



La sécurité énergétique est une priorité essentielle de la stratégie globale de la BERD en matière d'énergie, qui permet aux pays dans les régions de la Banque d'avoir accès à l'électricité dont ils ont besoin pour faire tourner leur économie et poursuivre leurs objectifs en matière de climat.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine ayant perturbé l'approvisionnement en énergie et poussé les prix à la hausse, la réponse au défi de la sécurité énergétique a pris une importance accrue dans l'ensemble des régions d'opérations de la BERD.

Le conflit a remis sous les feux de la rampe le besoin urgent de réduire la consommation énergétique, principalement grâce à l'efficacité énergétique, de diversifier les sources d'approvisionnement en énergie et de ne pas se cantonner aux combustibles fossiles ainsi que de réaliser des progrès encore plus importants sur la voie de la décarbonation, notamment en soutenant les énergies renouvelables.

Les objectifs en matière de sécurité énergétique et le programme écologique, aussi bien au niveau mondial qu'en tant qu'élément majeur de la stratégie de la BERD, ont évolué vers une harmonisation plus poussée.

Compte tenu de son expérience dans ces domaines, la Banque était bien placée pour apporter une contribution importante, notamment grâce à son ambition de devenir une banque majoritairement verte d'ici 2025.

En Ukraine et dans les pays voisins touchés par l'invasion russe, l'une des priorités urgentes consistait à répondre aux besoins énergétiques immédiats. La BERD a agi promptement pour faire en sorte que les familles et les entreprises ukrainiennes ainsi que l'économie au sens large aient accès à l'électricité.

Un financement a été accordé à la compagnie gazière Naftogaz afin de lui permettre d'acheter du gaz pour la prochaine saison de chauffage pour des millions de personnes dont la sécurité économique et les moyens de subsistance étaient menacés.

Un financement distinct a été accordé exclusivement pour assurer le maintien de l'éclairage, grâce à la conversion d'un prêt antérieur en faveur d'Ukrenergo, destiné à moderniser les infrastructures clés, en une injection de liquidités d'urgence.

Suite aux dégâts étendus causés par les attaques de la Russie contre les infrastructures énergétiques civiles de l'Ukraine, une enveloppe financière ultérieure en faveur du pays a permis à Ukrenergo d'exécuter rapidement des travaux de réparation urgents à l'approche de l'hiver.

Dans tous les cas, le financement des donateurs a joué un rôle déterminant.

Un prêt accordé à l'entreprise publique moldave de négoce d'énergie a permis de financer l'acquisition de réserves de gaz stratégiques sur les plateformes gazières de l'Union européenne pour compléter celles fournies par la Russie via l'Ukraine.

Les défis en matière de sécurité énergétique ont également été abordés par le biais de mesures visant à intégrer davantage de pays bénéficiaires de la BERD dans le réseau énergétique de l'UE.

C'est dans ce cadre que la Banque a investi dans l'obligation axée sur la durabilité émise par le système de transport d'énergie en Lituanie. Le projet a soutenu l'ambition du pays consistant à synchroniser son réseau électrique avec le réseau de l'UE d'ici 2025 plutôt que de dépendre du réseau électrique entre le Bélarus, la Russie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie (BRELL).

La Banque a également poursuivi ses investissements visant à intensifier l'intégration des économies de la BERD tant au niveau interne qu'avec d'autres pays de l'UE et au-delà.

Le financement accordé par la BERD et d'autres prêteurs internationaux en vue de l'expansion du port polonais de Gdansk, qui occupe une place essentielle dans la région de la mer Baltique, a permis de stimuler cette intégration, en remédiant aux perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par la guerre contre l'Ukraine.

Si la BERD a mis l'accent sur les besoins énergétiques urgents engendrés par la guerre contre l'Ukraine, elle n'a pas perdu de vue les objectifs à moyen terme de son Programme de transition vers une économie verte (TEV), qui constitue un pilier essentiel de sa stratégie actuelle.

Les investissements verts de la BERD représentaient 50 % de l'ensemble des financements en 2022 dans ses régions, conformément à son ambition de devenir une banque majoritairement verte d'ici 2025. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter à la page 14 du présent rapport.



Études de cas sur la sécurité énergétique

Maintien de l'alimentation en électricité dans une Ukraine déchirée par la guerre



La BERD a pris des mesures rapides pour maintenir l'approvisionnement en électricité de l'économie ukrainienne suite à l'invasion russe. Adossé à des garanties de l'UE et du Royaume-Uni, un prêt existant et non décaissé de la BERD destiné à la société de transport d'électricité Ukrenergo pour la modernisation des infrastructures clés a été réaffecté et mis à disposition en deux tranches sous forme de liquidités d'urgence d'une valeur totale de 147,3 millions d'euros.

Soutien financier pour les réparations du réseau électrique ukrainien



Alors que les attaques de la Russie contre les infrastructures énergétiques civiles de l'Ukraine s'intensifiaient, causant des dégâts étendus et portant un coup sévère à l'approvisionnement en énergie, la BERD a accepté de mettre en place un programme de financement de 370 millions d'euros, bénéficiant d'une garantie des États-Unis et comprenant un don de 70 millions d'euros de la part des Pays-Bas, afin de permettre à Ukrenergo d'exécuter rapidement des travaux de réparation urgents à l'approche de l'hiver.

Soutien à l'intégration du système énergétique européen en Lituanie



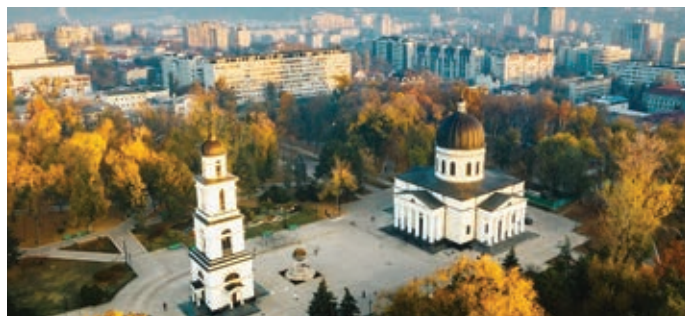
Les investissements de la BERD dans une obligation axée sur la durabilité émise par le gestionnaire du réseau de transport d'énergie de Lituanie visaient à aider le pays à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie et à renforcer la sécurité énergétique. Le projet soutient l'ambition de la Lituanie de synchroniser son réseau électrique avec celui de l'UE d'ici 2025. Le pays fait actuellement partie du réseau électrique BRELL.

Renforcement de la sécurité énergétique grâce à une enveloppe financière destinée à Naftogaz



La BERD est intervenue pour faire face aux chocs énergétiques en Ukraine en accordant un prêt d'un montant maximum de 300 millions d'euros pour aider la compagnie gazière Naftogaz à financer ses achats de gaz d'urgence et à garantir l'accès des foyers et des entreprises au chauffage et à l'électricité à temps pour l'hiver. Le financement de la BERD a bénéficié d'une couverture partielle des risques de la part des États-Unis, du Canada, de l'Allemagne et de la France. La Norvège a accepté d'accorder une subvention d'un montant équivalant à 190 millions d'euros pour compléter le prêt de la BERD.

Prêt de 300 millions d'euros destiné à préserver la sécurité énergétique en Moldova



La BERD a accordé un prêt renouvelable de 300 millions d'euros à la Moldova, dont 200 millions d'euros destinés à l'achat de gaz d'urgence afin de répondre aux besoins des 2,7 millions de Moldaves et des réfugiés ukrainiens et d'assurer leur subsistance économique. Une première tranche de 100 millions d'euros a permis à l'entreprise publique de négoce d'énergie JSC Energocom d'acheter du gaz sur les plateformes gazières de l'Union européenne.

Maintien de la distribution de l'énergie grâce à un financement en faveur du principal fournisseur slovène



Un mécanisme de financement de 30 millions d'euros en faveur de Petrol Group, premier fournisseur d'énergie en Slovénie et acteur clé tant en Croatie qu'en Europe du Sud-Est (ESE), a fourni les liquidités nécessaires à l'entreprise pour relever les défis de la crise énergétique résultant de la guerre contre l'Ukraine.

La guerre contre l'Ukraine a eu de graves répercussions sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire dans l'ensemble des régions d'opérations de la BERD, entraînant une hausse immédiate des prix de l'alimentation et une volatilité des marchés, et constituant une grave menace pour la sécurité alimentaire.

La résolution du problème de la sécurité alimentaire, un enjeu prioritaire dans ses régions d'opérations, a constitué un élément clé de la réponse de la BERD à la crise en Ukraine. Elle est intervenue sur les aspects liés à l'offre et à la demande. Les programmes de financement des échanges commerciaux de la Banque ont joué un rôle déterminant.

L'Ukraine, l'un des plus grands exportateurs de céréales au monde, avait besoin d'un soutien rapide dans l'ensemble du secteur agricole. La Banque a apporté son aide au secteur agricole primaire pendant les périodes de semis et de récolte, ainsi qu'aux détaillants et aux exportateurs.

En parallèle, les économies de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED) de la BERD, qui figurent parmi les principaux importateurs de céréales, ont été immédiatement affectées par les ruptures des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix.

La Banque a répondu en mettant en place un programme de financement et une assistance technique.

Afin de renforcer la sécurité alimentaire dans ses régions, la BERD investit dans l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire, de la production agricole à la vente au détail, en passant par la transformation et la logistique. L'amélioration des infrastructures et des liens commerciaux est particulièrement importante pour cibler les goulets d'étranglement en matière d'investissement. Au total, la BERD a investi 874 millions d'euros dans des projets liés aux agro-industries dans ses régions en 2022.

Dans le cadre de sa réponse à la crise en Ukraine, la BERD a pesé de tout son poids derrière le Plan d'action de l'UE pour les corridors de solidarité afin de faciliter l'exportation et l'importation de céréales et d'autres produits ukrainiens, en s'engageant à investir 300 millions d'euros dans ce programme pour soutenir l'économie ukrainienne et l'accès à l'alimentation des pays qui dépendent des exportations ukrainiennes.

En Ukraine, la Banque a accordé des prêts directs aux entreprises du secteur alimentaire, tandis qu'une série d'accords de partage des risques a renforcé la capacité des partenaires bancaires à accorder des financements indispensables aux entreprises exerçant leurs activités dans les secteurs critiques des agro-industries.

Le PAEC de la BERD a soutenu plus de 400 transactions pour des échanges commerciaux extérieurs de plus de 1 milliard d'euros dans le secteur des agro-industries et de l'alimentation dans toutes les régions de la Banque en 2022.

Ce soutien couvrait les risques commerciaux et politiques liés aux échanges, allant de l'importation de machines agricoles d'Italie destinées aux installations de stockage des céréales en Ukraine à l'importation dans le pays d'engrais en provenance de la République tchèque. Parmi les autres transactions réalisées dans le cadre du PAEC, on peut mentionner l'octroi d'un financement pour les premières importations égyptiennes de céréales ukrainiennes suite à la levée du blocus des ports ukrainiens.

Dans un contexte marqué par les attaques persistantes de la Russie contre l'Ukraine, la Banque a lancé AgriAcademy, une plateforme d'apprentissage en ligne gratuite destinée à plus de 10 000 employés des entreprises agricoles et alimentaires ukrainiennes de toutes tailles.

Le problème de la sécurité alimentaire dans les économies de la région SEMED était particulièrement grave, dans la mesure où cette dernière est fortement dépendante des importations de céréales. À titre d'exemple, la Tunisie dépend des marchés étrangers pour les deux tiers de ses besoins en blé et en orge, et c'est précisément dans ce pays que la Banque a lancé son programme initial de soutien à la sécurité alimentaire dans la région SEMED dans le cadre de sa réponse à la crise en Ukraine.

Le prêt de 150,5 millions d'euros accordé par la BERD à l'Office des Céréales (ODC), entreprise publique tunisienne, a financé des importations de blé tendre, de blé dur et d'orge, représentant environ 15 % de la consommation annuelle de la Tunisie.

En apportant son soutien à une entreprise publique, la BERD a rompu avec l'orientation traditionnelle de ses investissements dans les agro-industries vers le secteur privé, ce qui témoigne de l'importance du secteur public dans les économies de la région SEMED en ce qui concerne les importations de denrées alimentaires et la sécurité alimentaire. Le rôle déterminant du secteur public dans l'agro-industrie en a fait un partenaire indispensable en période de crise.

En complément du volet financier du projet de l'ODC, la Banque a fourni une assistance technique afin de remédier aux faiblesses constatées dans la filière céréalière. L'objectif était également de promouvoir la libéralisation progressive des importations de céréales et de guider la transformation de l'ODC en une entreprise plus commerciale, en l'aidant à renforcer l'efficacité de ses opérations et à adopter de meilleures normes et pratiques de gouvernance.

Plus généralement, dans l'ensemble de la région SEMED, la BERD, en étroite coopération avec d'autres institutions financières internationales et donateurs, s'est efforcée de fournir un soutien financier d'urgence indispensable aux gouvernements pour faire face aux nouveaux défis en matière de sécurité alimentaire.

La Banque travaille également en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture pour fournir une assistance technique et un soutien pour le dialogue sur les politiques à mettre en œuvre en vue de renforcer le rôle du secteur privé dans les chaînes d'approvisionnement en céréales et oléagineux.

Le soutien au financement des échanges commerciaux dans le secteur de l'alimentation et des agro-industries dans la seule région SEMED s'est élevé à plus de 600 millions d'euros en 2022, dont 280 millions d'euros destinés à l'Égypte et 297 millions d'euros destinés au Maroc.



Études de cas sur la sécurité alimentaire

Prêt pour la sécurité alimentaire permettant d'assurer l'acheminement des céréales vers la Tunisie



La BERD a aidé un grand importateur de céréales en Tunisie à maintenir ses achats internationaux alors que la guerre contre l'Ukraine perturbait les flux commerciaux. Un prêt de 150,5 millions d'euros accordé à l'ODC a financé des importations de blé tendre, de blé dur et d'orge, représentant environ 15 % de la consommation annuelle de la Tunisie. Il a également permis de soutenir les réformes de la filière céréalière.

Partenariat avec Raiffeisen Bank pour soutenir le producteur de levure Enzym



La Banque s'est associée avec Raiffeisen Bank par l'intermédiaire d'un mécanisme de partage des risques de la BERD afin de garantir un prêt de fonds de roulement en faveur d'Enzym, premier producteur de levure de boulangerie en Ukraine. Le prêt permet à Enzym, qui assure plus de la moitié de la production de levure destinée à la fabrication du pain en Ukraine, de maintenir ses niveaux de production pour les saisons 2022 et 2023.

Aide aux petites et moyennes entreprises touchées par la guerre contre l'Ukraine et réponse au problème de la sécurité alimentaire



Un prêt de 10 millions d'euros accordé à Bank Lviv au titre du Cadre de résilience et de subsistance a permis de cibler les petites et moyennes entreprises (PME) ukrainiennes souffrant des conséquences de la guerre, par une rétrocession à des entreprises impliquées dans la sécurité alimentaire et à des entreprises qui ont été contraintes de délocaliser leurs activités dans l'ouest du pays.

Approvisionnement alimentaire garanti en Ukraine au moyen d'un prêt octroyé à MHP



Un prêt de 24 millions d'euros accordé au groupe agroindustriel MHP a permis d'assurer la continuité de l'approvisionnement en denrées alimentaires en Ukraine malgré l'invasion russe. Le financement a fourni un fonds de roulement pour soutenir les opérations agricoles de MHP, contribuant ainsi à maintenir les chaînes d'approvisionnement et à préserver les moyens de subsistance.

Prêts accordés aux producteurs ukrainiens de denrées alimentaires grâce à des garanties bancaires



La BERD a contribué à assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de la population ukrainienne en mettant en place des instruments de partage des risques, qui ont permis de stimuler le financement local en faveur des entreprises impliquées dans la production, la transformation, le transport ou l'importation de denrées alimentaires. Les prêts octroyés par ProCredit Bank, OTP Bank Ukraine et OTP Leasing ont été couverts à hauteur de 30 millions d'euros par la Banque sur un total de 53,3 millions d'euros.

Prêt de 20 millions d'euros en faveur des agriculteurs roumains pour renforcer la sécurité alimentaire



La BERD a accordé un prêt de 20 millions d'euros à Agricovert Credit, prêteur du secteur agricole, en vue d'accroître la sécurité et la production alimentaires en Roumanie et au-delà. Ce financement a permis aux agriculteurs d'obtenir des prêts pour financer leurs investissements et leurs besoins en fonds de roulement dans le cadre de la réponse de la BERD visant à soutenir les entreprises et les pays touchés par la guerre contre l'Ukraine.

Partenariat avec les banques pour garantir l'octroi de prêts aux producteurs ukrainiens de denrées alimentaires



La BERD a signé des accords de partage des risques avec Raiffeisen Bank et Ukrsibbank BNP Paribas afin de garantir des prêts destinés à soutenir les opérations d'Astarta, principale entreprise ukrainienne du secteur agricole et agroalimentaire. Le financement a aidé Astarta à se préparer à une saison agricole réussie, malgré les contraintes majeures causées par l'invasion russe.

Verte

- Investissement total dans la transition vers une économie verte en 2022 : 6,4 milliards d'euros¹³
- Part des activités au titre du programme TEV dans le VAIB en 2022 : 50 %
- Financement en 2022 de l'atténuation du changement climatique : 5,9 milliards d'euros
- Financement en 2022 de l'adaptation aux effets du changement climatique : 246 millions d'euros
- Financement d'autres activités environnementales durant l'année : 1,35 milliard d'euros
- Capacité en énergies renouvelables que la BERD s'est engagée à financer en 2022 : 4 652 MW
- Réduction annuelle attendue des émissions de CO₂ grâce aux investissements de la BERD en 2022 : 11,1 millions de tonnes

La BERD a maintenu le rythme de ses investissements verts en 2022, même si elle a mis l'accent sur l'octroi de financements énergétiques d'urgence pour l'Ukraine en réponse à l'invasion russe.

La Banque a atteint, comme en 2021, son objectif pour 2025 consistant à garantir qu'au moins la moitié de ses investissements soient verts, ses financements verts s'élevant à 6,36 milliards d'euros en 2022, soit 50 % du total de ses investissements.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine et la militarisation de l'énergie par la Russie ont souligné l'importance de la sécurité énergétique à long terme dans les régions d'opérations de la Banque et renforcé le caractère urgent des objectifs climatiques. Les énergies renouvelables sont non seulement un levier indispensable pour la décarbonation, mais elles sont aussi essentielles pour réduire la dépendance aux importations d'hydrocarbures.

¹³ Si l'on additionne les montants consacrés aux activités d'atténuation, d'adaptation et autres initiatives environnementales, on atteint au total plus de 6,4 milliards d'euros, certains projets offrant de multiples avantages.



Pleine conformité avec l'Accord de Paris et réalisation de l'objectif vert 2025

La Banque s'était engagée à aligner l'ensemble de ses activités sur les objectifs de l'Accord de Paris à compter du 1^{er} janvier 2023 et elle a atteint cet objectif dans les temps à l'issue d'une vaste refonte de ses procédures.

Élaborée en coopération avec les autres banques multilatérales de développement, l'approche de la BERD consistant à s'aligner sur l'Accord de Paris couvre les activités d'investissement et de prêt de la Banque, son appui en matière de politique à mener et de stratégie, ainsi que ses activités internes (comme la trésorerie, la mobilité et les installations). La BERD assurera par ailleurs un suivi de ses activités alignées sur l'Accord de Paris et en fera rapport.

En outre, le cadre favorable de la Banque aura un effet catalyseur sur ses partenaires et leurs clients et les encouragera à planifier leur propre trajectoire vers la neutralité climatique.

En décembre 2022, la banque jordanienne Bank al-Etihad est devenue la première banque partenaire de la BERD à s'engager à élaborer un plan de transition, en intégrant la méthode de la BERD visant à s'aligner sur l'Accord de Paris conjointement à un prêt de 35 millions de dollars EU (32,8 millions d'euros).

La BERD a maintenu le rythme de ses investissements dans l'efficacité énergétique et l'accélération de l'exploitation des sources d'énergie renouvelables afin de soutenir les économies où elle investit au fur et à mesure de leur progression sur la voie de la décarbonation.

Programme pour des villes vertes

La Banque a poursuivi en 2022 le déploiement rapide du Programme pour des villes vertes, avec 16 projets signés d'une valeur totale de 762,7 millions d'euros, pour une réduction annuelle des émissions de CO₂ de 3 174 tonnes, ce qui équivaut à retirer 689 982 voitures de la circulation. Plus de 50 villes ont déjà adhéré au programme.

Achever, malgré la guerre avec la Russie, le plan d'action de la ville de Khmelnytskyi, dans l'ouest de l'Ukraine, au titre du Programme pour des villes vertes, a constitué l'un des temps forts de ce programme de rénovation urbaine.

La reprise du programme visant à améliorer les conditions de vie dans la ville, suspendu depuis l'invasion de février 2022, avait pris un caractère d'autant plus urgent que les services étaient mis à rude épreuve par l'afflux massif de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, cherchant à fuir le conflit.

La Banque a terminé l'année avec le déploiement, en décembre, de son plus grand projet relatif aux énergies renouvelables à ce jour, en organisant un financement de 520 millions de dollars EU (487 millions d'euros) en vue de construire deux centrales éoliennes d'une puissance installée totale de 1 GW dans la région de Boukhara, en Ouzbékistan.

Les apports de financements verts de la Banque par l'intermédiaire du système bancaire, notamment au moyen du Programme de financement d'une économie verte (PFEV), se sont élevés à 2,2 milliards d'euros au total sur l'année.

En 2022, la BERD a fait un grand pas en avant dans sa promotion de l'hydrogène vert en tant que composante à faible teneur en carbone du bouquet énergétique.

La Banque a investi 80 millions de dollars EU (75 millions d'euros) dans la première installation de production d'hydrogène vert d'Égypte, une usine équipée d'un électrolyseur de 100 MW alimenté par des énergies renouvelables, qui fournira jusqu'à 15 000 tonnes d'hydrogène vert par an, lesquelles seront utilisées pour la production d'ammoniac à faible teneur en carbone pour le marché national et les marchés extérieurs.

L'Égypte, qui a accueilli le sommet sur le climat de la COP27 en 2022, a mis en avant ses liens étroits avec la BERD en faisant de la Banque son principal partenaire de développement pour le volet énergétique de son approche des interactions eau-alimentation-énergie.

Dans le cadre de ce plan novateur, l'Égypte vise à mettre hors service 5 GW de capacité de production inefficace d'électricité à partir de pétrole et de gaz, réduisant ainsi ses émissions de CO₂, et à produire 10 GW d'énergie solaire et éolienne d'ici à 2028, notamment pour la production d'hydrogène vert.

La BERD assistera l'Égypte pour résoudre les principaux obstacles au programme de décarbonation du pays, notamment la nécessité de renforcer le réseau énergétique de manière à ce qu'il puisse absorber une plus grande capacité de production d'énergies renouvelables et la nécessité de prévoir une « transition juste » pour les travailleurs et les régions concernés par cette évolution vers des ressources énergétiques plus durables sur le plan environnemental.

À l'occasion de la COP27, la BERD a aussi lancé son Programme de gouvernance climatique des entreprises, un service de conseil sur mesure destiné à aider ses clients à planifier leur transition verte. Doté de 30 millions d'euros de financement pour ses services de conseil, ce programme vise à travailler avec plus de 100 clients d'ici à 2024.

Il donnera accès à des services de conseil adaptés pour aider les institutions financières, les entreprises et les municipalités clientes de la Banque, ainsi que les décideurs, à améliorer leur gouvernance climatique et à planifier une transition verte pour les mettre en conformité avec les meilleures pratiques internationales.

Priorité à l'adaptation aux effets du changement climatique

Dans un contexte de conditions météorologiques extrêmes en 2022 (vagues de chaleur en Asie centrale, inondations dans les Balkans, incendies dans l'est du bassin méditerranéen et sécheresses en Afrique du Nord), la BERD a intensifié ses travaux sur l'adaptation aux effets du changement climatique en renforçant la résilience au changement climatique.

La Banque a mis au point un plan d'action ambitieux sur l'adaptation au changement climatique afin de stimuler ses activités de transformation, d'investissement et d'élaboration de politiques au cours des trois prochaines années dans les économies où elle opère.

Ce plan prévoit d'accélérer la prise en compte et l'intégration, dans les politiques, des activités d'adaptation au changement climatique dans l'ensemble de la Banque, de nouer des partenariats et renforcer les capacités pour obtenir de meilleurs résultats et de mettre en place en amont des dispositifs de développement des entreprises et de mobilisation du secteur privé.

Appui à la première usine égyptienne de production d'hydrogène vert



La BERD a considérablement contribué à la décarbonation du secteur des engrais en Égypte et au-delà avec un prêt de 80 millions de dollars EU (75 millions d'euros) en vue de construire la première usine de production d'hydrogène vert d'Égypte. Le projet consiste en un électrolyseur de 100 MW, alimenté par une centrale solaire photovoltaïque de 55 MW et une centrale éolienne de 200 MW. Cette usine produira de l'hydrogène vert destiné à la production d'ammoniac vert pour le marché national et les marchés extérieurs.



Naissance du plus grand projet de la BERD à ce jour en matière d'énergies renouvelables



La BERD a mis en place un financement de 520 millions de dollars EU (487 millions d'euros) pour la construction de deux centrales éoliennes d'une capacité installée totale de 1 GW dans la région de Boukhara, en Ouzbékistan. Il s'agit du plus grand projet de la BERD en matière d'énergies renouvelables à ce jour. Cette nouvelle centrale éolienne produira plus de 1 650 GWh d'électricité par an et permettra de réduire les émissions annuelles de CO₂ de 930 000 tonnes.



Lancement du premier investissement de la Banque dans un parc éolien en Croatie



Un prêt de 43 millions d'euros en faveur de deux parcs éoliens en Croatie a permis d'augmenter la part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'électricité du pays. Les accords alternatifs d'achat d'électricité prévus dans le cadre du projet ont renforcé le rôle du secteur privé en stimulant les forces du marché et en supprimant le besoin de subventions publiques.



Investissements dans les obligations vertes pour mobiliser des financements en faveur des énergies renouvelables en Égypte



La BERD a investi dans une obligation émise par le producteur d'énergie renouvelable Scatec ASA afin de soutenir un portefeuille de six centrales solaires à Benban, en Égypte. Il s'agissait de la première émission obligataire verte privée en Égypte et, plus largement, dans la région SEMED, et elle mobilisera de nouveaux capitaux privés et institutionnels en faveur du secteur des énergies renouvelables.



Soutien à la centrale électrique d'Almaty pour mettre fin au charbon



La Banque a apporté un financement de 260 millions d'euros afin de soutenir la modernisation en profondeur de la centrale de production combinée de chaleur et d'électricité-2 d'Almaty, la principale source de chauffage d'Almaty, au Kazakhstan, en remplaçant le charbon par du gaz naturel en tant que principal combustible. Ce projet aura une incidence immédiate sur la pollution locale et sur la qualité de l'air de la ville en éliminant complètement les poussières et en réduisant les émissions annuelles de NO_x et de CO₂ de 86 % et 55 %, respectivement.



Prêt au métro d'Istanbul en faveur des programmes relatifs à l'écologie, à l'égalité des genres et à l'inclusion



Le premier investissement de la BERD au titre du Programme pour des villes vertes à Istanbul a consisté en un prêt pour la construction de la ligne de métro Göztepe-Ataşehir-Ümraniye. Ce prêt était une extension d'un dispositif de financement datant de 2019. Ce projet favorisera la mobilité urbaine durable en réduisant la pollution et les embouteillages et en encourageant l'égalité des genres et l'inclusion au moyen d'un programme d'apprentissage destiné aux jeunes et d'un plan pour l'égalité des chances.



Renforcement de l'intégration et appui au programme écologique dans le port de Gdansk



La BERD s'est associée à d'autres prêteurs internationaux pour financer l'expansion du port polonais de Gdansk, qui joue un rôle central en mer Baltique. Ce projet stimulera l'intégration et la sécurité économiques grâce à l'investissement dans un troisième terminal à conteneurs en eau profonde construit par DCT Gdansk. Il apportera des améliorations significatives sur le plan environnemental au moyen de technologies avancées permettant d'améliorer l'efficacité énergétique, tout en remédiant aux perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par la guerre contre l'Ukraine.



Prêt pionnier en faveur de la diversification énergétique en Azerbaïdjan



Le financement par la BERD du premier projet solaire à échelle industrielle en Azerbaïdjan a permis au pays de franchir une étape importante dans la diversification énergétique pour s'éloigner des combustibles fossiles. Ce projet constitue un précédent pour une plus grande participation du secteur privé dans le marché des énergies renouvelables en Azerbaïdjan, que la BERD appuie activement au niveau des politiques et des investissements.



Investissement de la BERD dans la première obligation verte dans le secteur des infrastructures émise au Maroc



La BERD a franchi une étape importante en matière d'investissement au Maroc avec sa participation à la première obligation verte du pays visant à financer le secteur des infrastructures. Le produit de cette émission obligataire en monnaie locale sert à refinancer la dette contractée par l'Office National des Chemins de Fer du Maroc (ONCF), l'opérateur ferroviaire national, ayant servi à construire une ligne ferroviaire à grande vitesse électrifiée reliant Tanger à Casablanca.



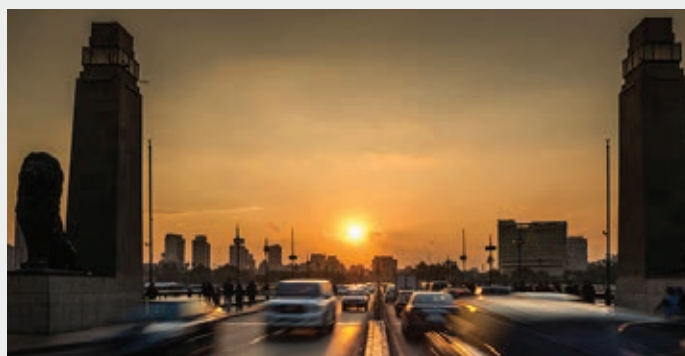
Financement du renouvellement du plus ancien parc éolien d'Afrique



La BERD a appuyé le premier projet de renouvellement d'un parc éolien en Afrique afin de doubler la capacité du plus ancien parc éolien de grande envergure du continent, celui de Koudia Al Baida au Maroc. Ce programme de financement de 49 millions d'euros de la BERD, appuyé par un mécanisme de financement de 4,5 millions d'euros du Fonds pour les technologies climatiques (FTC) portera la capacité du parc éolien à 100 MW.



Promotion de l'électromobilité en Égypte grâce à une flotte de taxis écologiques de type londonien financée par les donateurs



Un prêt à l'entreprise de transport égyptienne Abou Ghaly Motors a financé l'acquisition de 250 taxis électriques de style londonien, ce qui réduit les émissions nocives en encourageant le recours accru à l'électromobilité, tout en promouvant les compétences dans le secteur des transports électriques et en favorisant la mise en place de transports sûrs et plus accessibles pour les femmes et les personnes en situation de handicap.



Appui à la « transition juste » vers l'énergie solaire en Macédoine du Nord



La BERD, appuyée par une subvention de l'Union européenne, soutient le programme de décarbonation de la Macédoine du Nord en finançant deux centrales solaires à grande échelle d'une capacité de 30 MW, dont un projet de 10 MW situé sur une mine de charbon dont les réserves sont épuisées. Ce projet favorise une « transition juste » en prenant en compte les questions sociales associées à la transition écologique et en offrant des possibilités de réaffectation et de reconversion professionnelle.



Réduction des embouteillages et de la pollution à Sarajevo



La BERD apporte des avantages environnementaux à Sarajevo au moyen d'un prêt de 17 millions d'euros au titre du Programme pour des villes vertes visant à réduire les embouteillages dans la ville et à améliorer la qualité de l'air. Un nouveau système de gestion du trafic réduira le temps consacré aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail et ajoutera cinq trams supplémentaires à la flotte municipale.



Financement de l'énergie solaire pour le chauffage urbain au Kosovo



Le Kosovo est devenu la première économie de la région des Balkans occidentaux à utiliser l'énergie solaire pour chauffer les habitations, après que la BERD, la KfW allemande et l'UE ont financé la construction d'une centrale solaire destinée au chauffage central à Pristina. Ce projet novateur doté d'un budget de 80 millions d'euros permet de recueillir de l'énergie en été, de la stocker et de l'utiliser pour le chauffage en hiver.



Soutien à la première obligation municipale émise au Maroc en parallèle de la participation d'Agadir au Programme pour des villes vertes



La BERD a investi 400 millions de dirhams marocains (soit 37 millions d'euros) dans la première obligation municipale d'un montant de 1 milliard de dirhams marocains émise au Maroc, permettant ainsi à la ville d'Agadir de financer la mise en œuvre de son Programme de développement urbain, en mettant l'accent sur les projets d'infrastructures vertes et inclusives. Ce projet a initié la participation d'Agadir au Programme pour des villes vertes de la BERD, faisant d'elle la première ville marocaine à rejoindre ce dispositif.



Nouveau coup de pouce aux énergies renouvelables en Türkiye



Un prêt de 100 millions de dollars ÉU (93,7 millions d'euros) au groupe Adnan Polat Enerji Yatirim, qui opère dans le secteur des énergies renouvelables, devrait permettre d'augmenter de 200 MW la capacité éolienne et solaire de la Türkiye, d'éviter l'émission de 154 000 tonnes de CO₂ par an et de faciliter l'accès aux compétences pertinentes pour le marché du travail et à l'emploi pour les femmes et les jeunes.



Accélération du recours aux énergies renouvelables dans l'approvisionnement en électricité de la Mongolie



Le financement d'une nouvelle ligne de transport d'électricité en Mongolie renforcera la flexibilité et la fiabilité du réseau électrique de la Mongolie et augmentera sa capacité à absorber des sources d'énergie renouvelables. Le projet, appuyé par une subvention de l'UE, contribuera à la décarbonation de la Mongolie, qui reste fortement dépendante des combustibles fossiles.



Soutien au plus grand projet de régénération urbaine de Grèce



La BERD a appuyé le plus grand projet de régénération urbaine de Grèce en soutenant une émission obligataire verte réalisée par Lamda Development afin de transformer l'ancien aéroport international d'Athènes en zone commerciale, résidentielle et hôtelière durable. Cette obligation, un placement écologique réussi dans des conditions difficiles, a permis de financer des infrastructures et des bâtiments verts, des énergies vertes et des technologies pour les villes intelligentes.



Premier investissement au titre du nouveau programme de financement vert en Türkiye



La BERD a lancé son nouveau Programme de financement d'une économie verte (PFEV), doté d'une enveloppe de 500 millions d'euros, en Türkiye avec un prêt de 53,5 millions d'euros à TSKB, cofinancé par le Fonds pour les technologies propres. Cette première ligne de crédit verte accordée au titre de ce nouveau programme vise à aider le pays à atteindre ses objectifs climatiques.



Promotion des investissements verts de la Banque de Géorgie par des prêts innovants



La BERD a favorisé les investissements de la Banque de Géorgie dans des projets verts grâce à un programme de prêts de 50 millions de dollars EU (46,8 millions d'euros) qui servent de fonds propres additionnels de catégorie 1 (appelés « AT1 »). Il s'agit du premier prêt de fonds propres AT1 octroyé par la Banque. La Banque de Géorgie déploiera l'équivalent de 50 millions de dollars EU dans des investissements qui satisfont aux critères TEV de la BERD.



Promotion des investissements verts et appui aux femmes entrepreneurs en Ouzbékistan



La BERD a octroyé des prêts à la banque Ipak Yuli, en Ouzbékistan, afin de promouvoir la transition vers une économie verte et soutenir les femmes entrepreneurs. Un PFEV doté de l'équivalent de 6 millions de dollars EU (5,6 millions d'euros) financera des investissements dans les technologies permettant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Un prêt équivalent à 4 millions de dollars EU (3,7 millions d'euros) permettra d'octroyer des prêts à des micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes.



Inclusive

- Nombre total de projets en 2022 associés à un objectif inclusif et/ou intégrant une additionnalité relative au genre : 254
- Projets tenant compte de la dimension du genre (Gender SMART¹⁴) en 2022 : 159
- Opérations Gender SMART en pourcentage du nombre total de projets signés en 2022 : 37 %
- Nombre d'opérations d'investissement en 2022 associées à un objectif inclusif : 105

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a brutalement rappelé l'importance de la dimension humaine, à savoir l'impératif de préserver et de développer le capital humain, dans l'ensemble des activités de la BERD.

L'égalité des chances, qui constitue déjà l'une des trois priorités du Cadre stratégique et capitalistique 2021-25 de la BERD, a été au cœur des projets lancés en Ukraine et dans d'autres pays touchés par l'invasion russe.

Au titre de son Cadre de résilience et de subsistance, la BERD a investi dans des projets destinés à préserver et à améliorer les moyens de subsistance des personnes touchées par la guerre et à favoriser la continuité des activités, garantissant ainsi une réponse équitable et inclusive à la crise ukrainienne.

La Banque a octroyé des financements d'urgence aux entreprises du secteur énergétique, aux producteurs de denrées alimentaires, aux prestataires de services de transport et aux autorités locales pour leur permettre de poursuivre leurs opérations, de verser des salaires à leur personnel et de soutenir l'économie ukrainienne malgré les perturbations provoquées par la guerre.

Elle a contribué au maintien de la circulation des trains et au renforcement des services logistiques afin d'assurer la livraison des biens et de permettre à des millions d'Ukrainiens de trouver refuge loin des théâtres d'opérations les plus violents.

En outre, le personnel de la Banque a étroitement collaboré avec la Commissaire gouvernementale pour la politique de l'égalité de genre de l'Ukraine afin de lutter contre la forte augmentation de la violence et du harcèlement fondés sur le genre, veillant ainsi à ce que la BERD, par l'intermédiaire de ses projets, lutte contre cette violence devenue omniprésente au cours de la guerre.

Hors d'Ukraine, les financements de la BERD ont permis de garantir l'accès à un logement et à un emploi à des millions de réfugiés qui ont fui pour se mettre en sécurité, en particulier aux femmes, qui représentaient la vaste majorité des Ukrainiens ayant quitté leur pays natal.

Nouvelles stratégies pour l'égalité des chances et la promotion de l'égalité des genres

Cette année a été la première année complète de mise en œuvre des nouvelles stratégies de la Banque en matière d'égalité pour la période 2021-25, à savoir la Stratégie pour la promotion de l'égalité des genres 2021-25 et la Stratégie pour l'égalité des chances 2021-25.

La BERD a atteint un taux record d'investissements Gender SMART en 2022. Ces derniers ont atteint 37 %, contre 35 % en 2021, dépassant de loin l'objectif de 25 % fixé pour 2022. La Banque a aussi réalisé un nombre sans précédent d'opérations promouvant l'égalité des chances dans ses régions d'opérations en 2022. Le nombre d'investissements associés à un objectif inclusif a augmenté de 87,5 % par rapport à 2021 (le nombre d'opérations passant de 56 à 105), tandis que leur part s'élevait à 24,4 % de l'ensemble des opérations.

Renforcement du rôle des femmes dans la lutte contre le changement climatique

En 2022, la BERD a intensifié ses efforts visant à favoriser l'égalité des chances et un rôle accru des femmes dans la lutte contre le changement climatique.

Un impératif économique crucial de la Banque consiste à canaliser l'ingéniosité, le potentiel et le sens des affaires des femmes afin de trouver et de mettre en œuvre des solutions au changement climatique et aux autres défis mondiaux.

Lors du sommet sur le climat de la COP27, qui s'est tenu en Égypte, la BERD a dévoilé l'initiative pour l'égalité des genres dans l'action climatique, menée en partenariat avec la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement.

Cette initiative comprend le lancement d'un nouvel outil, l'accélérateur de l'égalité des genres dans l'action climatique, qui vise à aider les entreprises de tous les secteurs à améliorer la prise en compte de la dimension de genre dans leur gouvernance climatique. Elle guide aussi les ministères en ce qui concerne la promotion de politiques et de stratégies climatiques sectorielles tenant compte de la dimension de genre.

La Banque a renforcé son soutien à l'égalité des genres dans le secteur du financement de projets climatiques en formant plus de 400 membres du personnel et de la direction, dont plus de 35 % de femmes, dans 14 banques partenaires de toutes les régions de la BERD dans le cadre du Programme de financement d'une économie verte qui appuie les investissements verts des entreprises et des ménages.

La Banque a organisé une série d'événements et d'ateliers sur les activités de financement vert intégrant la dimension du genre, qui ont permis à ce jour d'atteindre plus de 750 parties prenantes. Plus de 55 % d'entre elles étaient des femmes issues d'associations d'entreprises, d'associations bancaires et industrielles, de régulateurs et de banques partenaires, ce qui a permis de créer des réseaux importants afin de renforcer le rôle des femmes en tant que vecteurs de changement dans la transition écologique.

Promotion des compétences et d'une « transition juste »

Le premier projet de la BERD lié à la gestion des déchets en Macédoine du Nord, fort de son processus de passation de marchés inclusif dans le secteur des déchets solides, constitue un exemple marquant de 2022 de la promotion de l'égalité des chances en matière de compétences et d'emploi et un modèle pour d'autres économies des Balkans occidentaux.

Ce projet vise à créer des occasions en matière de développement des compétences et d'emploi pour les groupes défavorisés, en proposant des formations à la population locale, notamment aux femmes et aux personnes appartenant à la communauté rom, qui sont traditionnellement engagés dans des activités informelles de ramassage des déchets en Macédoine du Nord et font face à des obstacles importants pour s'insérer dans la vie économique.

14 « Gender SMART » est un processus visant à permettre la prise en compte systématique du genre dans les projets de la BERD.

Lutte contre les inégalités : la dimension humaine au cœur des préoccupations dans le contexte de la crise en Ukraine

La réponse de la communauté internationale et de la BERD au changement climatique s'est poursuivie à un rythme soutenu, de même que la détermination de la Banque à garantir un appui aux travailleurs qui quittent les secteurs qui ne sont plus viables sur le plan environnemental ou dont les emplois sont rendus obsolètes par les avancées technologiques.

Les activités de la BERD en faveur d'une « transition juste », qui consistent à veiller à ce que les avantages de la transition vers une économie verte soient partagés équitablement et que les pays, régions et personnes vulnérables ne soient pas laissés pour compte, ont accéléré en 2022.

Un projet d'énergie solaire en Macédoine du Nord, qui prévoit la construction d'une centrale sur une usine de charbon désaffectée, n'est que l'un de ces investissements qui a spécifiquement recensé les implications sociales de la transition écologique et défini des possibilités de réaffectation ou de reconversion professionnelle au sein du service public de production d'électricité.

La « transition juste » fait aussi partie intégrante du programme égyptien pionnier relatif aux interactions eau-alimentation-énergie, qui a reçu un appui international considérable cette année à la COP27, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh.

La BERD est le principal partenaire de l'Égypte concernant le pilier énergétique de ce programme, un plan ambitieux qui prévoit d'accélérer la transition des énergies pétrolières et gazières inefficaces vers des énergies renouvelables, notamment l'éolien et le solaire.

La promotion de l'égalité des genres était aussi une composante clé du programme réussi de régénération urbaine de la BERD, le Programme pour des villes vertes. En 2022, 88 % des projets signés au titre du Programme pour des villes vertes étaient Gender SMART, à savoir centrés sur la promotion de l'égalité des genres dans le cadre des ambitions écologiques des villes.

Par exemple, dans le contexte d'un projet d'électromobilité se traduisant par la livraison de 100 taxis électriques dans la capitale tadjike de Douchanbé, la Banque a appuyé la création de nouvelles opportunités économiques pour 250 personnes en leur proposant des programmes de formation et en améliorant leurs compétences dans le secteur émergent des véhicules électriques.

Ce projet propose aux femmes un rôle dans un secteur dont elles ont été majoritairement exclues au Tadjikistan.



Maintien des flux de marchandises grâce au financement en faveur du réseau ferroviaire ukrainien



La Banque a réaffecté une partie d'un prêt existant pour un apport initial de 50 millions d'euros de liquidités, puis 98,8 millions d'euros supplémentaires, à la société ferroviaire ukrainienne afin de maintenir le trafic ferroviaire alors que le pays était confronté aux difficultés causées par l'invasion russe. Ce financement a soutenu la circulation des biens et des personnes, y compris des personnes déplacées, et a contribué à entretenir les liens commerciaux de l'Ukraine avec le reste du monde.



Amélioration de la disponibilité des médicaments dans l'Ukraine en guerre



La BERD a renforcé la disponibilité des médicaments essentiels pour les Ukrainiens au cours du conflit. Un prêt de 20 millions d'euros au principal fabricant ukrainien de produits pharmaceutiques, JSC Farmak, au titre du Cadre de résilience et de subsistance, a permis à l'entreprise de disposer d'un fonds de roulement d'urgence pour poursuivre ses activités.



Continuité des services à Lviv grâce à la fourniture de liquidités d'urgence



Un prêt à hauteur de 25 millions d'euros à la ville de Lviv a fourni des liquidités d'urgence pour compenser les pertes de revenus et les dépenses supplémentaires liées à la guerre, notamment le défi de l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées. Ce financement a permis à la ville de faire face aux coûts quotidiens de fonctionnement, d'exploitation et de maintenance.



Amélioration de la situation du logement en Pologne dans un contexte de pressions liées à la guerre contre l'Ukraine



La BERD a octroyé un prêt de 50 millions d'euros à la société immobilière Resi4Rent en vue d'améliorer la situation du logement en Pologne, dans le contexte de pressions liées à l'afflux de réfugiés en provenance d'Ukraine. Resi4Rent se servira de ce financement pour développer un portefeuille d'appartements locatifs et en assurer la gestion dans toute la Pologne, à Varsovie, à Cracovie, à Wrocław, à Gdansk, à Lodz et à Poznan.



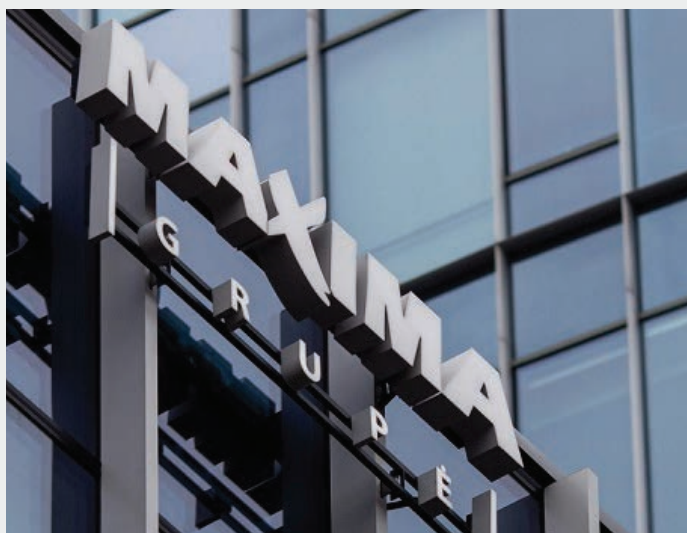
Appui à une banque moldave en vue de soutenir les entreprises dans un contexte de guerre dans l'Ukraine voisine



Un prêt de 50 millions d'euros a permis à MAIB, la plus grande banque de la Moldova, de renforcer sa base de financement et de surmonter les difficultés provoquées par la guerre contre l'Ukraine. Grâce à ce prêt, MAIB était mieux équipée pour soutenir l'économie moldave en se concentrant sur l'aide aux entreprises privées touchées par le conflit.



Création d'emplois pour les Ukrainiens déplacés grâce à un investissement en faveur d'un détaillant lituanien



Un investissement de la BERD en faveur du détaillant lituanien Maxima Grupė a permis de créer des emplois pour les Ukrainiens qui fuyaient leur pays. Dans le cadre de cet investissement de la BERD dans l'obligation d'un montant de 240 millions d'euros de Maxima Grupė, l'entreprise s'est engagée à embaucher 720 réfugiés supplémentaires, dont la majorité était des femmes. Maxima Grupė a été l'une des premières entreprises à proposer des emplois aux réfugiés ukrainiens.



Promotion d'emplois pour les femmes par le biais de capitaux alloués à un fabricant de conduites ouzbek



Un investissement qui servira de fonds de roulement à Tashkent Pipe Plant vise à améliorer l'efficacité opérationnelle de cette entreprise ouzbèke et à augmenter la substitution des importations. Il permettra également de créer davantage d'emplois pour les femmes grâce à l'introduction de politiques et de pratiques relatives à l'égalité des chances afin d'augmenter l'effectif féminin de l'entreprise de 5 à 10 points de pourcentage.



Renforcement du rôle des femmes dans l'oléiculture par le biais d'un prêt accordé à un producteur d'huiles turc



Un prêt de 50 millions de dollars ÉU (46,8 millions d'euros) octroyé à Bunge, un important producteur turc d'huiles comestibles, permettra de financer des besoins en capitaux et de renforcer le rôle des femmes dans l'oléiculture par la mise en place d'un centre de formation visant à faciliter l'accès des femmes aux techniques agricoles modernes, notamment en matière de culture et d'entretien des oliviers.



Renforcement de la résilience au changement climatique et formation de jeunes agriculteurs en Türkiye



Un prêt de 7,5 millions d'euros au producteur de semences turc May Seed augmentera sa compétitivité et lui donnera les fonds nécessaires pour favoriser la résilience au changement climatique au moyen d'une meilleure irrigation, de plus grandes économies d'eau et d'une meilleure productivité. May Seed mettra également en place une formation pour les jeunes agriculteurs peu qualifiés ainsi que des programmes destinés aux agriculteurs plus expérimentés dans des zones moins développées.



Investissement dans le secteur de la santé en Géorgie pour remédier aux importantes lacunes en matière de compétences



Un investissement de 35 millions de dollars EU (32,8 millions d'euros) dans le secteur de la santé en Géorgie, visant à financer la modernisation de 15 hôpitaux, s'accompagnera d'une coopération technique appuyée par la Corée du Sud. Il permettra d'élaborer des formations afin de remédier aux graves lacunes en matière de compétences que connaît ce secteur, au moyen d'un nouveau programme de formation certifié en interne sur les soins respiratoires en milieu hospitalier.



Investissement obligatoire dans le réseau ferroviaire kazakh afin de favoriser l'acquisition de compétences chez les jeunes



Un investissement dans une obligation en monnaie locale émise par la société ferroviaire kazakhe a permis à celle-ci de refinancer des dettes libellées en devises fortes et en roubles russes, de financer la modernisation des infrastructures ferroviaires et de promouvoir l'accès aux compétences pour les jeunes dans le secteur des transports et de la logistique au moyen de nouveaux programmes d'apprentissage accrédités et améliorés.



Financement des chemins de fer kirghizes à l'appui de la résilience climatique et de formations inclusives



Le financement de la société ferroviaire kirghize, d'un montant de 11 millions d'euros, appuiera la modernisation du matériel roulant, permettra d'introduire des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique afin de réduire le risque climatique physique de dommages causés aux infrastructures ferroviaires, et lancera un programme de formation inclusif sur l'évaluation des risques climatiques et les mesures d'atténuation dans le secteur ferroviaire. Les employés occuperont 40 % des places disponibles en formation.



Soutien en faveur des entreprises bosniaques dirigées par des femmes et des bâtiments plus écologiques grâce à un prêt de microfinancement



Un financement de 2,5 millions d'euros accordé à Mi-Bospo, un établissement de microcrédit établi en Bosnie-Herzégovine, appuie des prêts secondaires en mettant l'accent sur les entreprises dirigées par des femmes et exerçant leurs activités dans le secteur des agro-industries, ainsi que des investissements dans des technologies, matériaux et solutions écologiques de haute performance dans le secteur résidentiel privé.



Lancement au Kosovo du Programme en faveur des jeunes entrepreneurs des Balkans occidentaux



La BERD a étendu son Programme en faveur des jeunes entrepreneurs aux Balkans occidentaux avec un projet au Kosovo destiné aux entrepreneurs de moins de 35 ans. Un prêt de 4,5 millions d'euros à Banka për Biznes sera rétrocédé aux jeunes entrepreneurs. Ce programme régional, soutenu par la Suède, vise à apporter 100 millions d'euros aux banques locales des six pays des Balkans occidentaux.



Pilotage du Programme en faveur des femmes entrepreneurs et lancement d'un plan de transition climatique en Jordanie



La Banque a piloté son Programme en faveur des femmes entrepreneurs en Jordanie, qui propose des services de conseil et des formations aux femmes entrepreneurs, et a accordé un financement de 10 millions de dollars EU (9,4 millions d'euros) par l'intermédiaire de Bank al Etihad au titre de son programme. Dans le cadre d'un financement lié, Bank al Etihad s'est engagée à mettre au point un plan de transition climatique institutionnel. Il s'agit du premier projet de la BERD dans le secteur financier qui intègre sa méthode visant à s'aligner sur l'Accord de Paris pour la planification de la transition.



Numérique

- En janvier 2022, la BERD met en place une plateforme numérique afin d'intégrer et de coordonner ses activités numériques
- Présentation officielle de l'Approche numérique aux actionnaires à l'Assemblée annuelle de 2022
- L'Approche numérique, à trois volets, établit les fondations de la transition numérique et facilite l'adaptation et l'innovation numériques
- La plateforme numérique travaille à l'élaboration d'une boîte à outils sur la cybersécurité face à la hausse de la cybercriminalité

En 2022, la BERD a réalisé des avancées considérables dans la promotion de la transition numérique, son ambitieuse initiative visant à réduire l'écart technologique entre ses régions et les autres économies.

Elle a lancé la phase opérationnelle de sa nouvelle Approche numérique en la présentant officiellement aux actionnaires lors de l'Assemblée annuelle, qui s'est tenue à Marrakech en mai 2022.

En début d'année, la Banque avait déjà constitué une plateforme numérique et mis sur pied une équipe de spécialistes du numérique, afin d'intégrer et de coordonner les activités tout au long des opérations de la BERD.



Accélération des progrès concernant la mise en œuvre de la transition numérique

Centre d'excellence numérique, cette plateforme appuie des équipes qui participent déjà à des projets numériques, elle aide à intégrer les activités numériques dans d'autres domaines d'activité de la BERD et elle cherche de nouvelles opportunités pour la Banque et ses régions sur l'ensemble du spectre numérique.

Elle joue également un rôle de premier plan en ce qui concerne les engagements et les relations externes, en faisant de la coopération et des partenariats avec d'autres institutions financières internationales une priorité essentielle et en définissant des moyens de garantir que la transformation numérique serve le mandat de transition de la BERD, en établissant des voies d'impact pour les composantes numériques des investissements de la BERD.

Cette nouvelle initiative numérique, qui est un élément central du Cadre stratégique et capitalistique 2021-25 de la Banque, comporte trois volets visant à poser les fondations de la transformation numérique dans les économies où la BERD investit, à promouvoir l'adaptation des clients et des gouvernements et à soutenir l'innovation par le biais de nouveaux entrants sur les marchés.

L'approche opérationnelle étant en cours, la Banque a déployé des projets dans les trois domaines de son approche numérique, en se servant de toute la gamme d'instruments à sa disposition, à savoir les investissements, le dialogue sur les politiques à mener et les services de conseil.

Pour établir les fondations d'une économie numérique durable et inclusive, la BERD promeut des politiques et réglementations adaptées, l'accès à la connectivité par la création d'infrastructures et une main-d'œuvre qualifiée.

Elle aide les organisations à s'adapter aux nouveaux défis technologiques en leur donnant accès au financement et au transfert de connaissances par le biais de services techniques et de conseil qui favorisent la numérisation des services, des actifs, des processus commerciaux et des chaînes de valeur.

Elle promeut l'innovation pour appuyer un écosystème favorable aux start-ups et permettre aux entreprises de se développer dans un environnement sûr, et elle répond à des besoins de financement spécifiques, le cas échéant, par le biais de financements par l'emprunt et de prises de participation directes et indirectes.

Dans le cadre de cette initiative de numérisation, la Banque a lancé le troisième Programme d'investissement en capital-risque (PICR III), un mécanisme d'investissement de 250 millions d'euros chargé d'appuyer les entreprises technologiques en phase de démarrage et de croissance.

En 2022, le PICR III a investi dans cinq nouvelles entreprises dans quatre pays (Bulgarie, République tchèque, Hongrie et Türkiye), dont trois dans lesquels il n'avait jamais investi. Les entreprises bénéficiaires sont actives dans des secteurs innovants, comme le contrôle de l'accès aux bâtiments basé sur l'intelligence artificielle (IA), l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement et des stocks basée sur l'IA, la conception assistée par ordinateur, la gestion des métadonnées et la rédaction de documents de nouvelle génération.

En outre, pour faire face à la hausse de la cybercriminalité, la plateforme numérique de la BERD est en train d'élaborer une boîte à outils sur la cybersécurité visant à aider les clients de la Banque à évaluer leur niveau de maturité en cybersécurité ainsi que leurs systèmes de gestion, les conseille sur les plans d'action dans ce domaine et les forme au moyen de programmes de sensibilisation et de perfectionnement du personnel des technologies de l'information.

L'UE a fortement contribué au soutien de la Banque en faveur de la transition numérique dans l'ensemble de ses régions en fournissant des garanties à hauteur de 35 millions d'euros pour appuyer les investissements visant à promouvoir la numérisation, notamment sous la forme de services à large bande fiables et de haute qualité.

Le Fonds coréen d'assistance technique et de coopération et Israël ont également fourni une assistance technique en vue du développement numérique de la Banque dans son intégralité, permettant ainsi à la plateforme de mettre au point des initiatives visant à évaluer les lacunes numériques liées aux activités des clients de la BERD et à appuyer la mise en œuvre de la transformation numérique et des mesures de cybersécurité.

Renforcement de la connectivité numérique et écologisation des télécommunications en Arménie



Un prêt de 20 millions de dollars EU (18,7 millions d'euros) à la société de télécommunications arménienne Telecom Armenia renforcera la connectivité numérique et la compétitivité et rendra les télécommunications en Arménie plus efficaces sur le plan énergétique. Ce projet comprend l'expansion du réseau 4G et le déploiement de la fibre optique à haut débit dans les foyers d'Erevan, la capitale, des villes secondaires et des zones rurales.



Progression de la numérisation en Grèce grâce au financement accordé à un groupe de télécommunications



Le premier financement de la BERD au titre du Plan pour la reprise et la résilience de l'UE pour la Grèce permet d'améliorer l'accès à l'Internet dans la région. Un programme de financement de 150 millions d'euros contribuera au déploiement par l'opérateur de télécommunications grec OTE d'une infrastructure à large bande en fibre optique dans environ 371 000 foyers et entreprises dans 12 régions hors des principales villes grecques.



Soutien à la première obligation croate axée sur la durabilité



La BERD a soutenu la première obligation croate axée sur la durabilité, émise par Meritus ulaganja d.d., prestataire de services d'externalisation du processus d'entreprise, en vue de soutenir l'expansion de sa présence géographique et l'élargissement de son offre de services, notamment la poursuite du développement de canaux numériques basés sur la robotique et l'IA. Le groupe s'engage également en faveur d'une croissance verte et durable, en se fixant pour objectifs la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation de la participation des femmes aux postes de direction.



Soutien à la formation numérique en Albanie par le biais d'un prêt destiné à financer l'exploitation minière durable de métaux



Un prêt destiné à financer l'acquisition du groupe albanais d'exploitation minière des métaux AlbChrome par le groupe turc Yildirim Holding favorisera l'acquisition de compétences numériques par les travailleurs dans les installations des régions mal desservies du pays, au moyen d'un programme de formation s'adressant principalement au personnel plus âgé. Ce projet appuie également l'élaboration par AlbChrome d'une feuille de route sur les mesures efficaces de lutte contre le changement climatique.



Promotion de l'acquisition de compétences numériques dans le secteur automobile turc



La participation de la BERD à une émission de dette liée aux critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) par Faurecia, groupe français spécialisé dans les technologies automobiles, favorisera l'accès à la formation professionnelle dans les domaines du numérique et de l'automatisation pour ses employés en Türkiye afin de satisfaire la demande de lignes de production plus sophistiquées sur le plan technologique. Elle facilitera également la réalisation des objectifs du groupe en matière de décarbonation et d'électromobilité en République tchèque, en Pologne et en République slovaque.



Appui de la BERD, de l'UE et de la GIZ à la numérisation des PME en Bosnie-Herzégovine



La BERD et l'UE ont lancé le programme Go Digital en Bosnie-Herzégovine, mis en place par l'intermédiaire de banques locales afin d'aider les PME à investir dans la numérisation et à améliorer la productivité, l'efficacité et la résilience. La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) soutient le programme en mettant en place des centres d'innovation numérique.



Amélioration de la compétitivité des PME polonaises grâce à un projet au titre de l'Approche numérique



Le premier projet de la BERD en Pologne au titre de l'Approche numérique consistait en un prêt de 5 millions d'euros à PragmaGO, société d'affacturage fintech, lui permettant de développer son offre d'outils de financement rentables destinés aux PME. Ce projet a également permis à PragmaGO d'intégrer son offre financière dans les plateformes de vente en ligne interentreprises (« B2B ») de partenaires éminents disposant d'une masse critique d'utilisateurs, tels que la société polonaise de commerce électronique Allegro.



Promotion de l'innovation numérique, de la résilience économique et de l'inclusion en Ukraine et en Moldova



Un engagement à concurrence de 40 millions de dollars EU (37,5 millions d'euros) en faveur d'un fonds de capital-investissement géré par Horizon Capital vise à renforcer la résilience des marchés financiers en Ukraine et en Moldova, en augmentant le capital-investissement et en soutenant les entreprises ukrainiennes et moldaves touchées par la crise, en particulier les PME tournées vers les technologies et l'exportation. Horizon cherchera également à promouvoir une main-d'œuvre inclusive et diversifiée dans le portefeuille du fonds.



Aide au développement numérique d'une société de technologie financière turque



Une prise de participation dans Param et Kredim, affiliées au groupe Param, principale société de technologie financière turque, a stimulé la compétitivité de Param en appuyant les évolutions opérationnelles et le lancement de nouveaux produits, et a permis à Kredim de lancer un service « Achetez maintenant, payez plus tard ». Ce financement a soutenu l'objectif du groupe Param de fournir des services bancaires numériques et ouverts dans un avenir proche.



ARU	Architecture des réformes en Ukraine
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CSC	Cadre stratégique et capitalistique
ECB	Europe centrale et États baltes
EOC	Europe orientale et Caucase
ESE	Europe du Sud-Est
GW	gigawatt
IA	intelligence artificielle
MW	mégawatt
ODC	Office des Céréales (Tunisie)
ODD	objectifs de développement durable
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PFEV	Programme de financement d'une économie verte
PICR III	troisième Programme d'investissement en capital-risque
PME	petites et moyennes entreprises
SEMED	partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED)
TEV	transition vers une économie verte
UE	Union européenne
VAIB	volume annuel des investissements bancaires (voir note 4)

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y avait lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2022. (Taux de change approximatif de l'euro : 1,0677 dollars EU).

Consulter ar-ebrd.com et www.ebrd.com pour en savoir plus sur nos projets et sur les populations qui en bénéficient.

Assemblée annuelle 2024 de la BERD

Les Assemblées annuelles de la BERD sont l'occasion pour les représentants des gouvernements, les hommes et femmes d'affaires, les décideurs politiques, les universitaires et les leaders d'opinion de se réunir. Nous vous invitons à vous joindre à nous lors de l'Assemblée annuelle et du Forum des affaires 2024 de la Banque, qui se tiendront à Erevan (Arménie).



Dans le présent rapport, les termes et les noms utilisés pour renvoyer à des entités géographiques ou territoriales, des regroupements et des entités politiques et économiques, ne constituent pas et ne sauraient être interprétés comme une position, une validation, une acceptation ou l'expression d'une opinion, explicite ou implicite, par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ou ses membres concernant le statut de tout pays, territoire, groupement et entité, ou la délimitation de ses frontières, ou sa souveraineté.

Les références aux intitulés de poste ou aux fonctions s'entendent pour toute personne indépendamment de son identité de genre.

© Banque européenne pour la reconstruction et le développement
Tous droits réservés. Aucun élément de la présente publication ne peut être reproduit ou transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris par voie de télécopie ou d'enregistrement, sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Une autorisation écrite doit également être obtenue avant le stockage de tout élément de la présente publication dans un système de recherche d'informations quel qu'il soit.

Cette édition en français est une traduction de l'original publié en anglais par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sous le titre *Annual Review 2022*, daté de 2023. En cas de disparité entre l'édition originale en anglais et la présente traduction, l'édition originale en anglais fait foi.

Rédaction, conception et réalisation : Poilin Breathnach, Hannah Fenn, Cathy Goudie, Rodrigo Juárez, Dan Kelly, Neil Littman, Abigail Riem, Bryan Whitford et Anthony Williams.

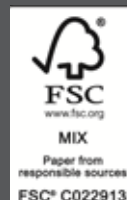
Traduction : Sylvie Kepez, Loïc Chabanol
Soutien à la traduction : Valérie Lher
Coordination de la traduction : Natalia Binert
Relecture d'épreuves : Loïc Chabanol

Photographie : © EBRD, Gettyimages.

1521 Compte rendu annuel d'activités 2022 (F/30)

Imprimé écologiquement au Royaume-Uni par Pureprint, société certifiée CarbonNeutral® respectant une chaîne de contrôle FSC® et dotée d'un système de gestion environnementale conforme à la norme ISO 14001 prévoyant un recyclage de plus de 99 % de l'ensemble des déchets secs.

Le *Compte rendu annuel d'activités 2022* est imprimé sur Galerie Satin, papier certifié FSC® provenant de sources responsables. Une vérification est ainsi assurée tout au long d'une chaîne de contrôle, de l'arbre issu d'une forêt bien gérée jusqu'au document final produit dans l'imprimerie.



Investir dans des vies meilleures

Banque européenne
pour la reconstruction
et le développement

Five Bank Street
Londres
E14 4BG
Royaume-Uni

Tél. : +44 20 7338 6000

www.ebrd.com

Pour plus de précisions,
veuillez consulter ar-ebrd.com

Retrouvez-nous sur :



@EBRD



ebird_official



ebirdtv



ebirdhq



EBRD

